pour le Jourquebary, de remplacer les systèmes de tubulures par d'autres qui donnent d'excellents résultats et n'ont pas les inconvénients du tube.

Le chiffre de 800 millions se rapproche cependant, si l'on y ajoute l'avoir du Crédit foncier. Il est vrai que le gouvernement discutera le projet qui mettra la marine ordinaire et productive. (Très bien sur un grand nombre de bancs.)

Réplique de M. Lockroy

M. Lockroy remercie le ministre de ses explications qu'il aurait voulu beaucoup plus complètes. Il prend encore une fois l'imperfection de nos chaudières et demande au ministre de fixer à quel moment il déposera son projet, pris il retirera son amendement.

Déclaration de M. Delombre

Président de la Commission du Budget

M. Delombre, président de la commission du budget, explique pourquoi la commission repousse l'amendement, non par esprit de parti, mais parce qu'il y a là tout un ensemble de réformes à étudier qu'on est un droit de réclamer du gouvernement et que l'amendement n'apporte pas.

La commission demande une déclaration du gouvernement pour satisfaire à la fois l'intérêt des finances et la défense nationale (Très bien!)

M. Méline, président du Conseil. — Le gouvernement apportera un programme de dépenses et de recettes dès le premier jour de la rentrée.

MM. Doumer et Delombre échangent quelques observations.

M. Lockroy insiste

M. Lockroy insiste. Il veut qu'on lui dise si dans les crédits que le gouvernement entend proposer il y aura une part pour la réfection des chaudières et si l'on réalisera ce que les crédits soient utilement dépensés.

Le gouvernement ne répond pas.

M. Jaurès. — M. Lockroy est mystérieux et le gouvernement silencieux (Mouvements divers).

M. Lockroy. — Si on ne me donne pas les garanties que je réclame je maintiendrai mon amendement et le réduisant au chiffre de 2 millions (Très bien à gauche).

M. Pelletan. — *Rafin sur quoi va-t-on voter.* M. Lockroy a parlé de la réfection de la chaudière et de l'état de choses qui peut être désastreux. Nous sommes en pleine obscurité. Il me semble qu'on doit maintenir nos crédits à 3 millions. (Vifs applaudissements à gauche; protestation au centre : aux voix).

Intervention de M. Méline

M. Méline *se dirige vers la tribune. (Mouvement à gauche. Voix au centre : Laissez donc).*

M. Méline. — Je ne comprends pas ce dit tout ce qu'il avait à dire. On veut que nous allions plus loin. Nous ne le ferons pas (Violentes protestations à gauche).

Non. M. Lockroy je ne dirai pas un mot pour retenir votre confiance. (Explosion de clameurs sur les mêmes bancs. Applaudissements prolongés au centre et à droite).

Vous voulez que nous fassions l'aveu que tout va mal, que tout périclite (de ce qui est en nos mains. Protestations et applaudissements.)

Que vous vous fait un ce temps-la pour faire cesser les abus ? Dernière l'insistance de M. Lockroy, il y a une question politique. (Applaudissements au centre et à droite. Protestations à gauche).

M. Méline. — Sans doute il y a des réformes à introduire dans la marine. Mais je n'accepte pas qu'on dise que notre flotte est défectueuse, notre armement insuffisant. Il faut se garder de la jactance. Il ne faut pas être pessimiste à l'excès (Applaudissements au centre et à droite).

M. Lockroy. — Je n'ai entendu me préoccuper que de la défense nationale. La Chambre jugera. (*Vifs applaudissements à gauche*).

La clôture est demandée.

M. Humbert bondit à la tribune pour la combattre. Il veut de la lumière. Il veut des déclarations ministérielles, ou alors que M. Lockroy sorte et dise pourquoi il réclame 2 millions. Si le ministère ni l'interpellateur ne veulent s'expliquer. Qu'on s'explique. (Applaudissements.)

VOTE DE LA CLOTURE

L'amendement Lockroy repoussé

La clôture est mise aux voix et prononcée par **296** voix contre **255**. L'amendement de M. Lockroy est mis aux voix et repoussé par **335** voix contre **72**. — (*Hilarité. — Exclamations diverses à droite*).

La séance est levée à 7 heures 25.

Physionomie de la séance

Le beau discours prononcé hier par M. Camille Pelletan, dans la *discussion générale du budget de la marine*, a produit, ce soir, un incontestable émotion profonde sur la Chambre; mais peut-être cette impression eût-elle été plus vive encore si l'ancien ministre avait condensé son éloquente *qui n'est dépourvue de service* au pays. (Applaudissements à gauche), quelque soit le ministre invoqué.

M. Chaverin. — Et on nous appelle des sanguinaires. (Bruits).

Vote des chapitres

La discussion générale est close.

Les chapitres 1 à 5 sont adoptés.

M. Blochmann demande un relèvement de crédit de 100.000 fr. pour la surveillance de la pêche côtière.

M. de Clagny. — 30.000 francs à prendre sur le chapitre 18 (Reconstitution de l'artillerie) pour les porter au chapitre 15. (Pour-voient et agenti).

Nous explications, ces deux amendements sont repoussés ou retirés et les chapitres jusqu'à 16 sont adoptés.

Par contre, à propos du chapitre 16 (Construction neuve — Salaire pour les constructions neuves. 11.201.700 francs) un amendement de réduction de 50.000 francs à répartir sur 10 chapitres différents, pour augmenter les salaires des ouvriers qui sont actuellement détériorés. Adopté avec un relèvement de crédit de 20.000 francs pour les journaliers, réclamé par M. Rabier, ainsi que tous les chapitres jusqu'au 25e qui ne trouvent modifiés par les deux amendements.

Amendement de M. Lockroy

Sont adoptés les chapitres 26 et 27, et M. Lockroy demande, par voie d'amendement, la création des chapitres 28 et 29 ainsi conçus : 28 « Réfection du personnel naval et construction neuve 50 millions ».

« Indroquère dans la loi de finances une disposition interdisant cette ».

Une somme de 200 millions, répartie entre les exercices 1897-98-99 et 1900 sera affectée à la réfection du matériel naval et construction neuve.

Lockroy développe son amendement. Le gouvernement annonce qu'il repousse l'amendement, qu'il réponse en même temps qu'il est partisan de l'accepter en principe parce qu'il reconnaît l'importance du point visé, mais il le repousse parce qu'il émane d'un ancien membre du cabinet Bourgeois. (Vifs applaudissements. — Bruits au centre.)

Il veut, en attendant, que les questions de portée la demande au gouvernement d'indiquer au moins les grandes lignes du projet qu'il prépare. (Applaudissements à droite et à gauche).

Le président, dit-on, attend l'avis du Conseil supérieur de la marine pour déposer un projet de loi. Il a raison, mais il ne faudrait pas que ce fût pour le déposer la responsabilité. (Très bien à droite.)

Les conditions que je réclame sont demandées par le budgétaire par les autres.

Mais si certaines nouvelles personnes n'ont pas confiance le gouvernement dit que tout ira bien. Que la Chambre juge, moi je ne vous juge pas le pays; mais, en souvenant de 1870, je tiens à vous avoir. Je ne veut pas qu'on puisse dire un jour : Mais vous n'avez rien dit, on vous en avait cependant prévenus. Je ne veut pas que vous ne vous dise impossible, en vous disant : Mais vous n'avez rien dit. (Vifs applaudissements à gauche.)

Le ministre et le Sénat restent silencieux.

Réponse du Ministre

M. Pierre Bernard déclare ne pas combattre le chapitre 28 proposé, mais elle a trouvé d'être en quelque sorte de droit. Il n'est pas à ce moment que les chaudières sont inférieures et surtout que les constructions neuves ne sont pas suffisantes. Il faut, quand il entre, comme on le fait pour le Jourquebary, de remplacer les systèmes de tubulures par d'autres qui donnent d'excellents résultats et n'ont pas les inconvénients du tube.

Le chiffre de 800 millions se rapproche cependant, si l'on y ajoute l'avoir du Crédit foncier. Il est vrai que le gouvernement discutera le projet qui mettra la marine ordinaire et productive. (Très bien sur un grand nombre de bancs.)

Réplique de M. Lockroy

M. Lockroy remercie le ministre de ses explications qu'il aurait voulu beaucoup plus complètes. Il prend encore une fois l'imperfection de nos chaudières et demande au ministre de fixer à quel moment il déposera son projet, pris il retirera son amendement.

Déclaration de M. Delombre

Président de la Commission du Budget

M. Delombre, président de la commission du budget, explique pourquoi la commission repousse l'amendement, non par esprit de parti, mais parce qu'il y a là tout un ensemble de réformes à étudier qu'on est un droit de réclamer du gouvernement et que l'amendement n'apporte pas.

La commission demande une déclaration du gouvernement pour satisfaire à la fois l'intérêt des finances et la défense nationale (Très bien!)

M. Méline, président du Conseil. — Le gouvernement apportera un programme de dépenses et de recettes dès le premier jour de la rentrée.

MM. Doumer et Delombre échangent quelques observations.

M. Lockroy insiste

M. Lockroy insiste. Il veut qu'on lui dise si dans les crédits que le gouvernement entend proposer il y aura une part pour la réfection des chaudières et si l'on réalisera ce que les crédits soient utilement dépensés.

Le gouvernement ne répond pas.

M. Jaurès. — M. Lockroy est mystérieux et le gouvernement silencieux (Mouvements divers).

M. Lockroy. — Si on ne me donne pas les garanties que je réclame je maintiendrai mon amendement et le réduisant au chiffre de 2 millions (Très bien à gauche).

M. Pelletan. — *Rafin sur quoi va-t-on voter.* M. Lockroy a parlé de la réfection de la chaudière et de l'état de choses qui peut être désastreux. Nous sommes en pleine obscurité. Il me semble qu'on doit maintenir nos crédits à 3 millions. (Vifs applaudissements à gauche; protestation au centre : aux voix).

Intervention de M. Méline

M. Méline *se dirige vers la tribune. (Mouvement à gauche. Voix au centre : Laissez donc).*

M. Méline. — Je ne comprends pas ce dit tout ce qu'il avait à dire. On veut que nous allions plus loin. Nous ne le ferons pas (Violentes protestations à gauche).

Non. M. Lockroy je ne dirai pas un mot pour retenir votre confiance. (Explosion de clameurs sur les mêmes bancs. Applaudissements prolongés au centre et à droite).

Vous voulez que nous fassions l'aveu que tout va mal, que tout périclite (de ce qui est en nos mains. Protestations et applaudissements.)

Que vous vous fait un ce temps-la pour faire cesser les abus ? Dernière l'insistance de M. Lockroy, il y a une question politique. (Applaudissements au centre et à droite. Protestations à gauche).

M. Méline. — Sans doute il y a des réformes à intro